

LE JOUR, 1948
06 Juin 1948

PROPOS DOMINICAUX

La trêve, la paix, le bonheur pour qu'ils se mettent en route, il faut que les arrière-pensées tombent.

On offre généreusement à l'Etat juif d'exister comme existent les cantons suisses et l'Etat de New-York (où les juifs sont quatre millions) ; il ne s'en contente pas. Quand Lord Balfour fit sa déclaration fameuse, une telle offre eut paru impossible et chimérique. Elle est acquise aujourd'hui et les Juifs font la guerre. Rien ne rassasiera leur soif de puissance.

Quand le « peuple élu » n'est pas maltraité, il se montre intraitable. Cette sorte de paradoxe ne s'est vue nulle part à ce degré.

Et l'Amérique tient compagnie à la fureur sioniste avec une obstination que de meilleures causes n'ont pas connue.

Est-ce bien la trêve ? Est-ce bien la paix qu'on veut ? Alors il faut s'y prendre autrement. Il faut écarter délibérément ce qui ne peut être accepté. Il ne faut pas que l'Amérique reconnaisse solennellement l'Etat juif et fasse de son attitude une provocation et un défi.

L'Amérique, dans la circonstance, est plus royaliste que le roi. Le président Bayard Dodge rappelle opportunément dans le Reader's Digest le plus récent, que « les Juifs ne sont pas tous Sionistes et que les Sionistes sont loin d'être tous des extrémistes ». Il rappelle que « nombreux sont ceux parmi les Juifs influents qui se déclarent hostiles à la création d'un Etat juif séparé de Palestine, et telle est bien la position adoptée par le Conseil américain pour le judaïsme ».

Quant à l'Angleterre, elle a la chance de trouver dans la Transjordanie un « alter ego ». Il est de ces amitiés profondes dont l'histoire a perpétué le souvenir. Pour l'instant, nous n'avons rien à dire là contre, mais nous avons expliqué plusieurs fois ici même pourquoi une certaine politique anglaise est accessible à notre raison, alors qu'une autre ne l'est pas. Celle que nous comprenons, c'est la grande politique de conservation de l'Europe occidentale et du Commonwealth britannique, qui est à notre avis une condition fondamentale de l'ordre dans le monde, mais l'autre politique nous échappe ; celle-là qui sous prétexte de nous aider à sortir de la difficulté, nous enfonce dans le labyrinthe.

Si l'on veut la trêve et si l'on veut la paix, il faut que l'Amérique et l'Angleterre se mettent d'accord. A ce moment, la comte Bernadotte verrait croître ses chances et baisser sa feuille de température. Et pour qu'Anglais et Américains s'entendent, il faut que l'Etat souverain d'Israël disparaisse de leurs pensées et de nos préoccupations.

Les Juifs et les Arabes pourraient conclure une paix durable et édifier ensemble un Proche-Orient nouveau ; mais cela n'est possible que si l'œuvre se fait dans la bonne foi et par le moyen d'un gouvernement fédéral unique. Cette solution n'est pas seulement celle qui peut éviter le pire ; c'est la meilleure à l'heure où nous sommes. Il dépend de ceux-là qui se font la guerre à travers le conflit arabo-juif en Palestine de le comprendre.